

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

DRESSE EN VERTU DE L'ARTICLE

R123-18 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

ENQUETE PUBLIQUE

portant sur le projet de :

REVISION DU DECRET DE LA RESERVE NATURELLE DE
SCANDOLA -CORSE



ARRETE PREFECTORAL N° R20-2024-11-25-0002 D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE DU 25/11/2024

Table des matières

1	REGLEMENTATION.....	4
2	OBSERVATIONS	4
2.1	OBSERVATIONS ORALES.....	5
2.2	OBSERVATIONS ECRITES SUR LE REGISTRE PAPIER.....	5
2.3	COURRIERS.....	10
2.4	OBSERVATIONS DEMATERIALISEES	11
2.5	AUTRES OBSERVATIONS.....	11
2.5.1	OBSERVATIONS RECUES PAR COURRIEL	11
2.5.2	QUESTIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE	13
2.6	THEMATIQUES ABORDEES.....	14
2.6.1	PROTECTION / PRESERVATION	14
2.6.2	FAVORABLE / DEFAVORABLE.....	15
2.6.3	REGLEMENTATION AMBITIEUSE OU INADAPTEE ?	15
2.6.4	LA FREQUENTATION DU SITE	16
2.6.5	MOUILLAGE ET POSIDONIE	17
2.6.6	LA VITESSE.....	17
2.6.7	INTERDICTION DE SURVOL	17
2.6.8	LA PECHE.....	17
2.6.9	L'IMPACT ECONOMIQUE	18
2.6.10	DEMANDES DE PRECISIONS.....	18
2.6.11	PROPOSITIONS / CONTRE PROPOSITIONS	19
2.6.12	MOYENS POUR APPLIQUER LE PROJET	21
3	DEROULEMENT	21

1 REGLEMENTATION

Rappel de l'article R-123-18 du code de l'environnement /

« A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Lorsque l'enquête publique est prolongée en application de l'article L. 123-9, l'accomplissement des formalités prévues aux deux alinéas précédents est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prolongée. »

2 OBSERVATIONS

Vous trouverez ci-après l'ensemble des observations (registres papier, courriers, observations dématérialisées, et observations orales).

Les observations sont classées selon leur mode de transmission.

2.1 OBSERVATIONS ORALES

N°	NOM	FONCTIONS	OBSERVATIONS
PIANA 08/01/2025			
001		1 pêcheur	Echanges sur le dossier – entretien d'environ 20 minutes
PIANA 08/01/2025			
002		1 batelier	Echanges sur le dossier entretien environ 1h
PIANA 08/01/2025			
003		1 batelier	Demande de précisions sur le dossier -entretien environ 30 minutes
PIANA 23/01/2025			
004		Mme le Maire	Entretien (20 minutes environ)
005		Plaisancier	Entretien 1H00
006		Administré	Soucieux de la préservation de la RNS mais surtout de la prise en compte de la préservation à un niveau plus large (microplastiques, assainissement) Entretien (20 minutes environ)
Calvi 12/02/2025			
007		Plaisancier	Entretien 1H00 Après avoir échangé sur le dossier, a déposé une observation sur le registre papier.

2.2 OBSERVATIONS ECRITES SUR LE REGISTRE PAPIER

N°	NOM	FONCTIONS	OBSERVATIONS
REGISTRE DE GALERIA			
14/01/2025			
OE1	RODE Dominique	Habitant de Galeria	Favorable à la meilleure protection de l'écosystème de Scandola
3/02/2025			
OE2		Maires de Piana, Ota, Serriera et Galeria	Voir fin du chapitre 2.2

REGISTRE D'OSANI			
14/01/2025			
OE3	Christian Cardi	maire de Partinello	<p>estime que le projet présenté remet en cause l'éventuelle nouvelle concertation avec les acteurs locaux.</p> <p>Selon lui, le sujet de la surfréquentation doit être traité, et n'a rien de commun avec la fréquentation habituelle des socio-professionnels locaux, laquelle a toujours existé.</p> <p>Ainsi, les utilisateurs de bateaux des communes concernées pourraient bénéficier d'un « droit de visite ». Les professionnels pourraient également se voir octroyer des licences, attribuées par une procédure publique (DUP).</p> <p>De plus, le signataire s'interroge sur les moyens essentiels au contrôle et à qui ils se verraient confier : gestionnaire du site, gendarmerie maritime...</p> <p>En conclusion, le dispositif pourrait être mis en place dans un temps limité, comme une expérimentation, afin de mesurer les résultats et pouvoir en redéfinir les contours.</p>
14/01/2025			
OE4	Commune d'OSANI	Conseil municipal	Délibération du CM (voir fin de chapitre 2.2).
30/01/2025			
OE5	Michel Luciani	Habitant de Girolata	<p>Se présente comme un grand connaisseur de la réserve, pour l'avoir souvent parcourue, et y résider. Il déplore le manque de concertation entre les différentes parties : les habitants, les gardiens, les scientifiques, et il prône une « interconnexion » entre tous. Il estime que sans moyens adéquats, la réglementation ne pourra être appliquée, et il juge plus efficace une charte signée par tous les majeurs concernés.</p> <p>Enfin, Girolata se trouvant au cœur de la réserve, il pense que ce serait le lieu idéal pour toute réunion définitive relative à ce projet.</p>
12/02/2025			
OE6	François ALFONSI		M. François ALFONSI, actuel maire d'Osani, dénonce le principe selon lequel le décret de 1975 et le projet

			<p>actuel répondent tous deux à une même volonté : celui de vouloir régenter.</p> <p>Autant le décret de 1975 était « laxiste » au point d'empêcher le préfet maritime d'édicter des mesures d'interdiction de mouillage (protection de la posidonie), autant le projet proposé décide « une mise sous cloche » de la réserve.</p> <p>La liaison maritime Girolata-Galeria, mise en place par la commune d'Osani en collaboration avec la Collectivité de Corse, serait remise en cause pour des raisons de sécurité (Gargalo).</p> <p>De plus, les mesures de nature à garantir la quiétude des Balbuzards ne concerneraient qu'un nombre limité de nids, alors que l'enjeu concerne toute la façade ouest de la Corse.</p> <p>Ainsi, possibilité doit être laissée au gestionnaire comme à l'autorité maritime de réglementer dans toute la zone (ouest) et non d'interdire totalement sur une surface de 70 hectares.</p> <p>Tel que rédigé, le présent projet irait, selon lui, à l'encontre de tout objectif de protection.</p>
	REGISTRE DE CALVI		
	12/02/2025		
OE7	Florent ROCCA SERRA	Batelier, plaisancier et Calvais	<p>Décret pour lui incohérent car oublie les notions de sécurité en mer car la passe de Gargalu est importante pour s'y abriter en cas de vent fort.</p> <p>Estime que ce décret peut engendrer de grosses pertes économiques pour la micro-région dont les commerces calvais.</p> <p>S'oppose fortement au décret.</p>
	12/02/2025		
OE8		M.le Maire de Calvi	<p>M.le Maire de Calvi rappelle que Calvi est le premier port touché dans les escales de bateaux venant du continent.</p> <p>Il indique que la réserve de Scandola est primordiale pour la vie économique et sociale des Calvais avec 70 emplois directs et de nombreux emplois indirects.</p> <p>Est favorable à la révision du décret mais rappelle que la mairie de Calvi n'a pas été associée à cette révision</p>

			et estime que ce projet met à mal l'économie touristique de la ville. Ne comprend pas : -la mesure d'interdiction des nids vides -ni l'interdiction à la navigation des zones de palazzu et de gargalo qui pose des problèmes de sécurité pour les petites embarcations notamment - ni le coté drastique de ces mesures que l'on ne retrouve pas sur d'autres sites bien plus fréquentés comme les Lavezzi et les Agriates.
REGISTRE DE PIANA			
23/01/2025			
OE9		Maires de Piana, Ota, Serriera et Galeria	Lettre commune des maires de la microrégion signée du maire de Serriera Voir fin du chapitre 2.2
23/01/2025			
OE10		Maires de Piana, Ota, Serriera et Galeria	Lettre commune des maires de la microrégion signée de la mairesse de Piana Voir fin du chapitre 2.2
04/02/2025			
OE11	Aline Castellani	Maire de Piana	Il est précisé que les maires de la côte Ouest n'ont pas été avertis du dossier et que la mairesse de Piana a demandé une réunion auprès du secrétaire général de Préfecture de Corse avec les services et les maires concernés en vue d'obtenir plus d'informations.

Observations OE2 + OE4 + OE9+OE10 :

Courrier commun des maires des communes de Piana, Ota, Serriera et Galeria.

Dans le temps de l'enquête publique, et au titre des observations, les maires des communes citées ont co-signé et déposé un courrier au terme duquel ils se félicitaient du présent projet de révision, attendu avec impatience, car depuis la création de la réserve (1975), les problématiques ont, d'un constat général, évolué.

Ils rappelaient qu'à l'origine, le but était de « distinguer et de protéger » un site remarquable, à l'écosystème exceptionnel, à l'aide de mesures de nature à satisfaire autant les scientifiques que les résidents, élus et protecteurs de l'environnement.

La médiatisation, suivie puis amplifiée par les images des lieux devait participer à

la création et au développement d'une industrie touristique spécifique, au point qu'une saturation a maintenant lieu en haute saison.

Les nuisances sont prégnantes : files de bateaux, bruits divers, ancrages irrespectueux, engins motorisés...

Or, si le présent projet devait être de nature à satisfaire les signataires du courrier, ce n'est pas le cas : ils estiment avoir été écartés de son élaboration, et avec eux les habitants de leurs communes. Selon eux, le projet serait non concerté, inadapté aux nécessités futures, le tout alourdi par la procédure.

Citant en exemple l'interdiction de naviguer à proximité de nids de Balbuzards, de manière définitive, même s'ils sont abandonnés, illustre à leurs yeux la régression de ce projet car le principe actuel permet de s'adapter à l'occupation des nids.

De plus, le projet prévoit de fait une gestion différente entre l'emprise de la réserve et le reste de la côte.

Le collectif des maires réclame plus de liberté, de possibilités de revenir en arrière, de s'adapter aux variations de fréquentations.

Conscients de l'adaptation nécessaire de ce décret, mais pas dans les conditions présentées, les maires se prononcent contre cette révision, mais se déclarent ouverts à toutes propositions alliant, selon eux, préservation du site et liberté de pouvoir encore le visiter.

Délibération du conseil municipal d'Osani, en date du 7 décembre 2024.

La Maire relate avoir été informé par les services de l'Etat, lors d'une réunion organisée le 2 décembre 2024, du contenu du projet de décret, objet de la présente enquête, et de ses modalités.

Il rappelait que les modalités du décret d'origine (1975) prévoyaient une « navigation libre », rendant impossible les mesures indispensables de régulation, de mouillage, de maîtrise de la fréquentation.

La commune souhaitait depuis de nombreuses années une révision de ce décret, s'associant aux travaux préparatoires. Mais le projet présenté par l'Etat est jugé de toute autre nature, avec notamment une interdiction de navigation dans la ZPI de Gargalo et de la pointe Palazzu.

Dès lors, Madame la Maire proposait à son conseil municipal de s'opposer à un projet qui consistait dans le changement d'objectif entre la proposition d'une régulation largement concertée entre l'OEC, le PNRC, les services de l'Etat et la commune d'Osani, et celui, totalement différent, d'une interdiction totale de fréquentation dans la zone centrale (ZPI).

Elle juge inacceptable ce changement radical et brutal, ayant pour conséquence d'interdire la passe de Gargalo, endroit considéré comme un espace abrité, avec son corolaire de risques humains graves, et la remise en cause des activités économiques actuelles, telles que la pêche professionnelle et les promenades en mer.

Ainsi, le conseil municipal, après avoir pris connaissance de ces informations :

- s'insurge contre le projet, alors que les souhaits de la commune n'ont pas été pris en compte lors des concertations,
- rejette l'interdiction de navigation dans la zone centrale,
- sollicite Madame le maire pour faire état de cette position lors de l'enquête publique,
- apporte tout son soutien à ceux qui s'opposeront à l'adoption du décret dans sa rédaction actuelle,
- confirme la position de la commune d'Osani pour le renforcement de la protection (interdiction de mouillage, régulation), et la préservation des zones de quiétude autour des nids de Balbuzards occupés.

2.3 COURRIERS

	NOMS	FONCTIONS	OBSERVATIONS
	Daté du 06/02/2025		
OC1	Parc Naturel Régional de Corse	M.Jacques COSTA, Président du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional de Corse (PNRC)	<p>Courrier remis le 19/02/2025</p> <p>Rappelle que des propositions d'évolution du décret ont été formalisées par le PNRC, gestionnaire de la réserve depuis les années 1990 pour gérer les nouvelles activités.</p> <p>Rappelle les interdictions de mouillage et les dérogations aux pêcheurs traditionnels pris par arrêté alors que l'art.18 du décret de 1975 prévoit la libre navigation.</p> <p>Le gestionnaire souhaite que :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le mouillage soit interdit sur la totalité de la réserve de jour comme de nuit pour la préservation de l'herbier de Posidonie et prévenir les introductions d'espèces exotiques ainsi que le déversement des eaux grises et noires des navires ; -la limitation de la vitesse à 5 nœuds sur l'ensemble de la réserve ; -l'interdiction de survol de la partie marine (drone, hydro-ulm =nuisance sonore) ; -pêche traditionnelle : estime que le principe des autorisations temporaires n'a pas montré son efficacité ; demande que celles-ci soient communiquées au gestionnaire avant l'action de pêche ; <p>Rappelle que les filets trémail ont un impact non négligeable sur les communautés fixées du coralligène. Demande une application aisée pour réglementer la pêche professionnelle au cas où la zone de non prélèvement ne serait pas augmentée.</p>

			<p>-rappelle l'efficacité de la surveillance des nids occupés ; pose la question de la sécurité en cas d'interdiction de circulation dans la partie intégrale de la réserve.</p> <p>Le gestionnaire souhaite que son avis soit pris en compte et accompagnera les usagers du site dans l'évolution de leur pratique. Rappelle que l'éducation et la sensibilisation des citoyens font partie des objectifs assignés de la réserve.</p>
--	--	--	--

2.4 OBSERVATIONS DEMATERIALISEES

N°	NOMS	FONCTIONS	OBSERVATIONS
	<p>Voir toutes les observations dématérialisées (au nombre de 545) présentées en annexe n°1 au présent procès-verbal.</p>		

2.5 AUTRES OBSERVATIONS

2.5.1 OBSERVATIONS RECUES PAR COURRIEL

OBSERVATIONS	TRANSMISES PAR COURRIEL
COURRIEL PECHEUR	X
COURRIEL BATELIER	X

Prud'homie des pêcheurs d'Ajaccio

Les patrons pêcheurs professionnels (une vingtaine) exerçant leur activité dans la réserve, nous ont présenté par un courriel via leur représentant leur position au regard du projet de révision du décret.

Le propos listait les contraintes qui verraient jour, à savoir :

- l'éloignement des zones de travail et l'impossibilité de caler les filets en raison des profondeurs rencontrées,
- l'inadaptation de leur flotte de pêche (petites unités inférieures à 7 m),
- la surconsommation de carburant dans le contournement de Gargalo.

La proposition avancée consisterait en une compensation (indemnisation) de nature à pallier le temps de navigation et la consommation supplémentaires.

Les patrons pêcheurs présents dans la zone se veulent éco-responsables, respectueux de la réglementation (notamment sur les nids occupés et l'ancrage en zones sableuses) et soucieux d'une pêche durable.

Pour l'ensemble de ces raisons, ils souhaitent que leurs remarques et proposition d'indemnisation soient prises en compte.

Association des Bateliers de Scandola

Dans un premier temps, une présentation exhaustive des adhérents et de la flotte listait les compagnies (23 situées entre Ajaccio et Calvi), les salariés en saison (73), et la valeur totale de la flotte (NAP-NUC : 7 470 000 €). En y ajoutant les non adhérents, et les compagnies n'étant plus actives, ce sont 28 entreprises, pour une valeur estimative cumulée de la flotte de plus de 11 M d'euros.

L'association faisait ensuite figurer l'intitulé de sa charte, créée en 2013, se voulant « *l'engagement des structures professionnelles de la promenade en mer, pour une production de qualité et au maintien de l'équilibre naturel de la réserve de Scandola.* ».

Constituée de 8 articles, débutant tous par « je m'engage », cette charte oblige ses signataires à :

- véhiculer une image positive, associée à une formation adaptée,
- ne pas porter atteinte à l'intégrité du site,
- être discret près des nids de Balbuzards occupés,
- ne pas nourrir les poissons, y compris par les passagers,
- adopter une attitude éco responsable,
- privilégier l'emploi local,
- respecter la réglementation maritime,
- travailler en partenariat avec les acteurs institutionnels du site (OET-PNRC-DMLC).

Ces règles garantissent la légitimité à participer à la préservation de la RN de Scandola, et tout manquement conduirait à une exclusion de l'association.

Elle poursuit par un bilan de son activité en 2024, chiffrée du 15 avril au 15 octobre, à raison de 20 jours par mois, de 9 H à 18 H (données moyennes).

La moyenne de remplissage est de 3% en avril et octobre, et respectivement de 25, 40, 60, 70 et 40 % les mois de haute saison (mai à septembre), et elle comptabilise une centaine de bateaux par jour en juillet et août.

Le contexte, tel que présenté, rappelle que l'association s'est créée en 2013 devant la nécessité de préservation du site. Si le nombre de bateliers n'a pas varié en plus de dix ans, c'est la « démocratisation » des activités nautiques qui a explosé : des plaisanciers amateurs pratiquent en toute légalité des promenades en mer selon le principe de la location avec skipper. Ceci pèserait grandement sur l'activité de batelier, sans qu'aucun comptage n'ait jamais été réalisé.

Selon l'association, la location de bateaux et la plaisance représente 60 % de l'activité maritime sur site.

Les pressions exercées poussent ainsi les services de l'Etat à prendre des mesures drastiques, de nature à mettre à mal toute une profession responsable.

Economiquement, l'activité de promenade en mer représente 8 M d'euros de CA, sans compter sur le soutien directement apporté à l'hôtellerie, restauration, petit commerce, chantiers navals...

Socialement, plus d'une centaine d'employés sont dénombrés, ainsi que le reversement de la taxe Barnier au gestionnaire (380 000 €), sans oublier la « valeur ajoutée » dans une région touristique.

Le constat tiré par l'association relève que :

- les chiffres avancés sur la fréquentation sont surévalués,
- le mode de comptage des Balbuzards est erroné,
- les chiffres sur le passage des bateaux sont à revoir,
- le projet fait l'objet d'oppositions des instances locales (OEC-PNRC-Maires locaux), confortant la position des socio-professionnels.

En conclusion, l'association des Bateliers de Scandola estime que la mise en place d'une interdiction totale dans la zone intégrale entraînera une perte d'activité de 50 %, qui se traduira par des « faillites et licenciements », et aura un impact sur la sécurité en mer (passe de Gargalo). La sanctuarisation de nids inoccupés (interdiction du 15 février au 31 août) constitue une aberration, et les bateliers se prononcent en faveur de quotas ou licences, comme cela se pratique dans d'autres sites.

D'autres solutions peuvent être envisagées : horaires de passages aménagés, droit d'accès...

Ainsi, la corporation des bateliers s'aligne sur l'avis des instances locales et souhaite la révision de ce projet, en tenant compte de ses remarques, avec l'appui d'études plus complètes. Enfin, les investissements consentis pour 2025 se doivent d'être garantis.

2.5.2 QUESTIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Afin de compléter les informations utiles à la rédaction de son rapport, la commission d'enquête pose les questions suivantes :

- La commission souhaiterait avoir connaissance du dernier rapport de gestion de la RNS notamment des données chiffrées actualisées relatives à la faune/flore et particulièrement au balbuzard pêcheur.
- Quelles sont les dernières mesures envisagées en vue de l'information et de la sensibilisation des publics ?
- Pourriez-vous indiquer le nombre de procès-verbaux établis sur le site de la RNS sur une période de cinq ans et le(s) motif(s) des infractions relevées ?

2.6 THEMATIQUES ABORDEES

En préambule, on peut mettre en exergue que la phase de l'enquête publique a permis à un large public de s'exprimer : associations environnementales ou non, scientifiques, élus, administrés, acteurs de la microrégion, public insulaire et non insulaire.

Les grandes thématiques sont déclinées ci-après. Elles sont notamment illustrées par des extraits d'observations avec le numéro correspondant « Obs.XX ».

2.6.1 PROTECTION / PRESERVATION

Nous avons pu constater que la préservation et la protection de la réserve naturelle de Scandola était la thématique la plus abordée. Cet attendu est le point sur lequel s'accordent les contributeurs quel que soit leur point de vue sur le projet de révision du décret. Ces deux mots ont été utilisés près de 300 fois.

La réserve naturelle de Scandola est ainsi reconnue unanimement comme un site prestigieux, dont la beauté et la biodiversité (dont trottoirs à Lithophyllum,...) (Obs.7-90-540) sont à préserver y compris des espèces exotiques envahissantes.

Pour certains (Obs. 509) , elle apparaît comme devant être mieux protégée pour conserver son statut de réserve naturelle et pour ne pas perdre l'inscription à la convention du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Toutefois la perte de la biodiversité fait débat :

Certaines observations, remettent en cause la perte de biodiversité décrite par les études scientifiques. La contribution de l'Office de l'Environnement de la Corse (Obs.492) qui s'appuie notamment sur la base du rapport technique et scientifique de l'Office de l'Environnement de la Corse de février 2025 estime que qualifier de « critique » la situation environnementale de la Réserve Naturelle n'est pas un postulat acceptable et décline des indicateurs de bonne santé de la biodiversité du site.

2.6.2 FAVORABLE / DEFAVORABLE

Une comptabilisation des observations nous a permis de constater plus de 300 observations favorables et environ 120 défavorables.

La plupart des avis défavorables ont fait l'objet d'argumentaires. Il s'agissait essentiellement d'élus insulaires, d'acteurs économiques de la microrégion, et d'insulaires.

Les avis défavorables sont le plus souvent en lien avec l'article 4 d'interdiction de circuler dans la zone de protection intégrale définie au projet, les zones de protection renforcée interdites du 15 février inclus au 31 août inclus pour protéger les nids de Balbuzards pêcheur même lorsqu'ils ne sont pas occupés. Ces avis sont également liés au postulat de manque de données fiables provenant de la gestion de la réserve avant 2020.

Les avis favorables n'étaient pas toujours argumentés. Leur contenu était parfois confus voire contradictoire voulant soutenir un projet sans avoir pris connaissance du dossier et semblait répondre à des appels à participations (Obs 535- 542) des membres d'associations pour « *protéger ce site pour les générations futures* » (Obs94-308).

En revanche, d'autres avis étaient approfondis comme ceux des associations (U Levante, France Nature Environnement , Le garde, Ecologia Sulidaria, Réserves Naturelles de Fance, LPO France, ...) ,et des scientifiques (Boudouresque Charles-François , Duriez Olivier ..) mais également provenant de citoyens insulaires et non insulaires.

2.6.3 REGLEMENTATION AMBITIEUSE OU INADAPTEE ?

Certaines observations sont en attente d'un projet de texte protecteur « *maximaliste et ambitieux* » (Obs. 317-94) grâce à une « *réglementation stricte* » (obs. 91) voire des mesures plus fortes comme l' « *interdiction totale d'accès au site* » (Obs 439).

D'autres sont radicalement opposées notamment à une fermeture totale du site (Obs 157-158-178) et trouvent le projet complètement inadapté et inopportun (Obs.171-465). Les nouvelles interdictions (ZPI, ZPR) ne sont pas toutes comprises (Obs.88) et n'apparaissent pas pour eux justifiées notamment au regard de la sécurité de navigation (Obs. 342-116-295).

Les différents socio-professionnels et nombreux résidents insulaires (Obs.361) font part de leur désaccord au projet (Obs.375-533). Les maires et les élus de la microrégion souhaitent également une évolution du texte présenté (Obs 529). Et la majorité souligne le « *manque de concertation au projet présenté* » (Obs.178-488) : une nécessaire concertation est souhaitée (obs. 101-501) et l'évolution du texte est sollicitée.

Certaines observations proposent une « *gestion adaptative et raisonnée* » plus adaptée (obs.528) : « *L'interdiction totale risquerait de nuire à l'équilibre entre préservation et ouverture à la sensibilisation. Une approche plus flexible, favorisant des règles strictes mais permettant un accès encadré, me semble plus appropriée pour préserver ce patrimoine naturel tout en permettant à chacun de prendre conscience de sa valeur.* »).

2.6.4 LA FREQUENTATION DU SITE

La fréquentation du site est aussi un des thèmes principaux.

Les dérives d'une surfréquentation et d'un tourisme incontrôlé sont souvent avancées (« *embouteillage pour entrer dans la faille sous Palazzu.* » (Obs.68) avec les nuisances associées (« *centaines de bateaux, mouillage nocturne, vitesses excessives, nuisances sonores en surface et sous-marines, débarquement sur la plage d'Elbu malgré l'interdiction, dérangement des balbuzards pêcheurs* »...).

L'enjeu de l'accessibilité de la RNS est ainsi discuté par le public : certains souhaiteraient une « *diminution du nombre d'embarcations* » pour soulager la pression sur la biodiversité voire une fermeture (Obs.439) et le respect de la sacralité des lieux avec une sanctuarisation du lieu voire une extension du périmètre de la réserve (obs.90). Une proposition de licence/label/quotas est aussi suggérée (Obs. 429-439-523) .

Toutefois les termes de "sur-fréquentation et d'hyper-fréquentation » font débat (Obs. de l'OEC sur la base de comptage). Les chiffres avancés pour témoigner de la fréquentation sont même qualifiés de « farfelus » (obs. 182) car « *un bateau toutes les 30 secondes dans la passe de Gargalo* » sont des « *chiffres qui sont matériellement irréalisables* » (Obs.101) : *L'influence médiatique et les manœuvres politiques de certaines associations, qui favorisent la désinformation pour attirer l'attention, pèsent lourdement sur la région.*

2.6.5 MOUILLAGE ET POSIDONIE

L'interdiction jour et nuit et à l'année du mouillage à l'ancre dans la réserve est majoritairement acceptée même si « *cela risque de déplacer le problème dans le golf de Porto* » (obs.88).

2.6.6 LA VITESSE

La vitesse de navigation limitée à 5 nœuds sur l'ensemble de la réserve naturelle est majoritairement acceptée « *La vitesse d'un bateau est responsable de 80% des nuisances sonores perçues par la vie sous-marine* » (obs101-487-509) sauf pour certains qui « *préconisent une vitesse limitée à 20 nœuds comme pratiquée dans les Agriates.* » (Obs.91) ou d'autres qui estiment que cette limitation est « inexplicable » (obs. 182).

2.6.7 INTERDICTION DE SURVOL

L'interdiction générale de survol dans la réserve à une altitude inférieure de 1000 m est considérée comme permettant d'éviter « *les dérangements, dont ceux pouvant être occasionnés par des drones* » (Obs 351).

2.6.8 LA PECHE

Certains estiment qu'interdire la navigation au pêcheur dans ce site remarquable est une « aberration » (obs. 510) alors que d'autres qualifient la pêche « *de trop intensive* » (Obs. 531-114) et demandent son encadrement voire son interdiction (Obs.401). Certains ne comprennent pas la « *position des pêcheurs alignée sur celle des bateliers car pour eux la réserve intégrale aura des effets bénéfiques sur la ressource halieutique et la pérennité de leur activité* ». (obs. 545).

Les pêcheurs veulent pouvoir continuer à pratiquer leur pêche artisanale. (Obs.116). L'association des pêcheurs à la ligne amateurs de Girolata demande une dérogation similaire à celle accordée aux pêcheurs professionnels (obs. 310).

2.6.9 L'IMPACT ECONOMIQUE

Pour beaucoup, « *la RN de Scandola répondant à des critères environnementaux, ne peut être pris en compte des enjeux socio-économiques* » (Obs. 507). » *L'irrespect de ces mesures, au profit des seuls intérêts économiques, verrait disparaître ce « patrimoine inestimable de manière définitive »* (Obs. 515).

Pour d'autres, « *l'application du projet de décret permettrait de rétablir l'équilibre entre conservation de la biodiversité et économie durable.* ».(Obs155-403)

Les élus et les acteurs économiques de la microrégion craignent les conséquences économiques sur l'emploi (Obs.101) (plus de 65 observations).

2.6.10 DEMANDES DE PRECISIONS

Le projet de décret suscite aussi quelques interrogations :

- « *avec un permis côtier et un armement de sécurité côtier, la navigation doit se faire jusqu'à 6 miles d'un abri. Sans la marina d'Elbu, Galeria passe à 13 miles nautiques de Girolata sans abri maritime. Le dossier n'explique pas ce que vont faire les plaisanciers ?* » (obs.342) ;
- secteur "Elpa Nera" où on note la présence d'un nid de balbuzard « qu'en est-il :
 - des mouvements d'hélicoptères qui font des liaisons de ravitaillement en carburant des antennes téléphoniques.
 - Du groupe électrogène et l'éclairage nocturne de l'antenne téléphonique.» (obs. 297)
- Interrogation sur la règle visant l'interdiction d'introduction d'animaux domestiques sur le site de la réserve (partie marine incluse) à savoir si cela implique que les visiteurs de la réserve ne puissent pas y emmener leur chien même s'ils ne sont pas amenés à débarquer sur le site et selon quel contrôle (obs. 294 et 298).

- L'Association Le Garde (Obs. 491) :
 - rappelle qu'une translocation de balbuzards de la Corse vers la Toscane a eu lieu en 2009 et souhaite savoir si cela a été réalisé sur proposition ou décision d'ordre scientifique ou politique.
 - Projet de décret article 9 : Au regard des dispositions du décret de 2012 et de la prospection d'hydrocarbures, l'association demande des explications et souhaite que la rédaction du texte soit précisée aux fins d'afficher clairement la volonté de l'Etat dans l'objectif de protection environnementale de la RNS.

2.6.11 PROPOSITIONS / CONTRE PROPOSITIONS

L'enquête publique a permis au public de faire état de propositions et contre-propositions et notamment les suivantes :

- Gestion adaptative : *poursuite des arrêtés interdisant l'approche de nids occupés. (obs. 358). « Laisser en expérimentation des nids dans les calanques libre à la navigation (Ficaghjola et San pellegrinu) ».* (Obs. 235) de ne réserver les zones de quiétude qu'aux nids réellement occupés et de les matérialiser, et supprimer la clause balai (Obs. 354)
- L'interdiction de l'utilisation des klaxons, cornes de brume et autres instruments sonores y compris les mégaphones « *souvent utilisés par les pilotes d'embarcations touristiques* » (obs. 469) ;
- Etudier la possibilité de mettre en place (hors plan balbuzard) un système de dénombrement des individus d'espèces dont les effectifs sont préoccupants par des visiteurs volontaires afin de responsabiliser les groupes, les jeunes et moins jeunes...(Obs.454)
- Une réglementation selon les types de bateaux (moteur thermique, électrique, voile, force motrice)
« *Interdiction des embarcations à moteur thermique, restriction du nombre d'embarcations à moteur électrique et accès libre dans un premier temps aux embarcations à voile ou à rames* » (Obs 19); « *Augmenter ou n'autoriser que* (Obs. 270) *le nombre de bateaux avec moteur électrique.* » .
- Empêcher l'accès au site des scooters (Obs. 454) ;

- Quotas :
Une régulation par la mise en place de quotas (obs. 362) « *N'autoriser l'accès qu'aux professionnels de la mer : bateaux avec skippers locaux ou extérieurs (formés et labellisés par le parc), promenades en mer, bateaux de location locaux avec labellisation des entreprises par le Parc (interdiction des bateaux loués entre particuliers)* » (obs 358) ; (Obs. 390-362) fixer des seuils journaliers ne dépassant pas la capacité d'accueil écologique du site. (Obs. 56 : « *Un inventaire des bateliers professionnels, avec le nombre de bateaux et de personnels doit être établi.* ») .
- *Autorisations d'accès pour les habitants des villages collés à Scandola résidents à l'année et possédant un bateau « c'est peu de monde ».* (obs. 358).
- Mener une réflexion sur la plaisance et la gestion au niveau de l'ensemble de la côte. (Obs. 363).
- Licences:
Attribuer des licences aux professionnels comme pour les pêcheurs avec les bateaux existants (Obs. 235) ;
Mettre en place un agrément de compagnies d'excursions maritimes et de formation de capitaine-guide, de laisser un accès restreint à la ZPI exclusivement aux bateliers (statut spécial)(Obs. 354). -*La mise en place de licences pour les bateliers va dans le bon sens (elle n'est pas dans le décret).* »(Obs.90)
- L'aide à la reconversion pour les exploitants touristiques (obs. n°15) ;
- Rendre payant l'accès : « *la taxe Barnier n'est prise que sur les promenades en mer et elle pourrait être étendue facilement (paiement sur internet) aux bateaux de location locaux, au yachting avec capitaines. Cela ramènerait de l'argent pour augmenter les contrôles des entrées et des règles* » (obs. 358) ; *Participation du public en payant les billets d'entrée à la RNS* (Obs. 80).
- *Pêcheurs amateurs réunis en association munis d'un insigne à apposer au bateau.* (Obs. 310)
- Solliciter les pêcheurs professionnels « *pour pratiquer par sondage et de manière périodique des dosages de résidus de pesticides et polluants, de micro plastiques dans les tissus et viscères d'espèces choisies pour leur représentativité de biotopes particuliers* » (Obs.454);

- *Extension du périmètre. : « Il serait utile d'étendre un peu le périmètre de protection intégrale au sud de l'îlot Palazzinu de façon à y inclure les deux failles trop visitées. Autour des nids de balbuzard, les périmètres de protection polygonaux en mer, non-matérialisés par des bouées, risquent d'être un casse-tête, même pour des usagers de bonne foi et plus encore pour les gardes. Sans doute un périmètre de pointe à pointe, comme tous les autres proposés, serait plus clair (par ex carte 2 proposition de périmètre). (Obs. 90) .*

2.6.12 MOYENS POUR APPLIQUER LE PROJET

Le décret n'en faisant pas état, il est demandé de donner des moyens (Obs. 30) (financiers et humains) (Obs. 488-509-539) et de contrôle :

- pour faire respecter ce décret (Obs. 513) « *Car sans ces moyens de contrôle il ne peut y avoir de résultats* » (Obs. 47) « *Des moyens supplémentaires en gardes commissionnés sont à prévoir* » (Obs. 90) ;
- pour permettre l'information, et la sensibilisation des publics (Obs. 254-305-351-485-507).

3 DEROULEMENT

A compter de la réception par la présidente de la commission d'enquête du courrier, des registres d'enquête, et des documents annexés (le 19/02/2025), il a été remis dans les huit jours au maître de l'ouvrage, les observations consignées dans ce procès-verbal de synthèse (avec une annexe) présentées en préfecture le 27/02/2025.

Il a été rappelé au porteur de projet le délai de quinze jours afin de produire des remarques éventuelles (mémoire réponse) à ces observations.

A Corbara, le 27/02/2025

Procès-verbal de synthèse réalisé par
Carole SAVELLI
Présidente de la commission d'enquête

